

Quelle sera la première guerre de Biden ?

Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 26 mars 2021

Une telle question peut paraître provocatrice, ou exprimer l'amertume de partisans de Trump défait.

Elle est pourtant légitime si on considère l'histoire des Etats-Unis depuis trente ans. Ce pays est à l'origine directe ou indirecte de neuf guerres, principalement au Proche et Moyen Orient et en Europe de l'Est.

Tous les présidents depuis 1990 ont déclenché une guerre [\[1\]](#), à l'exception de Donald Trump, dont on comprend à ce seul fait à quel point sa présidence fut une parenthèse. Le record appartient à Barack Obama qui en a déclenché ou permis quatre : Libye, Syrie, Ukraine, Yémen.

Neuf guerres en trente ans

Des observateurs se sont demandé s'il n'y avait pas une sorte d'addiction à la guerre de la part des Etats-Unis, comme l'ogre ne peut se passer de manger de temps en temps un enfant. Dans une déclaration célèbre, le président Eisenhower avait déjà annoncé comment le lobby militaro-industriel qui commençait alors à prendre de l'importance serait désormais assez puissant pour imposer ses vues à ses successeurs ; et malheur à qui tenterait de s'en émanciper : l'élimination de Trump en témoigne. Une partie des conseillers de Biden vient du Center for a New American Security (CNAS) créé en 2007 à l'ombre du lobby militaro-industriel et financé, entre autres, par Northrop Grumman, Lockheed Martin, BP America, Raytheon, Chevron, Exxon Mobil, mais aussi par la firme britannique BAE Systems et la Foundation for an open society du très social George Soros : seuls les naïfs imaginent que l'humanitaire et le militarisme ne vont pas ensemble : nous ne sommes plus au temps de Jaurès ! Parmi les promus de la nouvelle équipe, Victoria Nuland, femme de Robert Kagan [\[2\]](#), et ex-collaboratrice de Hillary Clinton devient numéro deux du département d'Etat : elle avait joué un rôle clef dans les événements de la place Maidan (Kiev, 2014) que Valéry Giscard d'Estaing avait appelé « un coup d'Etat de la CIA » destiné à renverser un président pro-russe démocratiquement élu [\[3\]](#), ce qui entraîna une guerre civile en Ukraine qui dure toujours.

Question : est-ce parce qu'ils sont puissants que les Etats-Unis ont besoin de la guerre pour exister ou au contraire parce que leur puissance est en déclin [\[4\]](#) ? En tous cas, les guerres dans lesquelles ils étaient engagés jusqu'en 1990 pouvaient plus ou moins être toutes tenues pour défensives ; depuis lors, elles sont offensives. Il n'y en avait qu'une à la fois ; il y en a aujourd'hui plusieurs.

Mais ce bellicisme n'est pas celui des Américains dans leur ensemble, il est aujourd'hui celui de l'*establishment* démocrate – proche de ce que certains appellent l'Etat profond - qui a soutenu les présidences Clinton et Obama ... et même Bush : oublions les mots, ceux que l'on appelle encore les

« néo-conservateurs » sont les mêmes que les libéraux-démocrates qui soutiennent Biden. Nuland, est passée par le cabinet de Dick Cheney, républicain, au côté démocrate en restant aussi belliciste. La politique agressive de Bush fils (après le 11 septembre) s'inscrivait dans cette ligne ; celle d'Obama, aussi. Dès qu'ils se sont sentis débordés à droite par le pacifisme populiste à la Trump, taxé de manière exagérée d'isolationniste, les néo-conservateurs se sont reconvertis à gauche. H. Clinton et Biden ont soutenu toutes les entreprises guerrières de Bush – dont Trump s'est au contraire démarqué. « Derrière Biden se prépare, en termes de politique étrangère, le pire cabinet de guerre possible, réunissant les éléments les plus va-t'en guerre des administrations Clinton, Bush et Obama » dit un observateur^[5]. N'était son animosité personnelle à l'égard d'Hillary Clinton, Joe Biden semble inaugurer le troisième mandat d'Obama.

Au Proche-Orient, la politique d'Obama et de sa première secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, s'était traduite par un soutien aux printemps arabes qui aboutit, en théorie au nom de la démocratie, en fait de l'islam radical, au renversement de plusieurs régimes : Egypte, Libye, Tunisie, Yémen et à la déstabilisation d'autres comme la Syrie. Le but était idéaliste : faire accéder enfin le monde arabe à la démocratie. La réalité fut sordide : plonger dans la guerre et une misère sans fond des pays qui avaient jusque-là vécu en paix. La guerre en Syrie s'est faite surtout par le soutien à des groupes djihadistes décidés à renverser le président Bachar el Assad (opération *Timber Sycamore*), proches de ceux qui posaient des bombes en Europe. Trump, a au contraire détruit le principal de ces groupes, Daech, et retiré le gros des troupes américaines. Que Bachar soit toujours en place dix ans après le début de cette guerre est ressenti comme une humiliation par le camp démocrate où certains envisagent de relancer la guerre pour atteindre enfin leurs fins.

Une approche idéologique

Vis-à-vis de la Russie, le changement de régime que les Etats-Unis ont provoqué en Ukraine visait à faire basculer ce pays dans le camp de l'OTAN, en application des analyses douteuses de Zbigniew Brezinski pour qui « Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire en Eurasie ^[6]. » En même temps, tous les pays de la périphérie de la Russie, en particulier les pays baltes faisaient l'objet d'un investissement de plus en plus massif par les forces de l'OTAN au motif d'une supposée menace russe sur leur intégrité. La candidate Hillary Clinton avait tenu pendant la campagne de 2014 des propos d'une incroyable agressivité qui pouvaient faire craindre le pire si elle avait été élue.

La politique démocrate est fondée sur une certitude qu'on ne peut que qualifier d'idéologique : les Etats-Unis sont le camp du bien et du progrès ; ils sont la mission de répandre à travers le monde la démocratie et les droits de l'homme - tels qu'ils les entendent. Ceux qui ne sont pas dans leur sphère, soit tous les autres pays à l'exception des européens de l'Ouest, inféodés, et d'Israël sont suspects a priori de mauvais desseins, la Russie de Poutine en tête, traitée comme si elle était encore communiste.

Cette posture s'accompagne, comme toutes les idéologies, d'une hypocrisie sans nom. Comment donner des leçons de respect des droits de l'homme quand on a ouvert dans l'arbitraire de l'extraterritorialité la prison de Guantanamo ? Comment donner des leçons de démocratie quand le monde entier a vu les fraudes massives qui sont entouré l'élection du président Biden (ces fraudes furent-elles décisives ou non est une autre question. Personne, ne les met en doute). Comment parler de démocratie quand on voit la totalité des médias s'acharner sur un des candidats au bénéfice de l'autre ? Comment parler de liberté d'opinion quand des dizaines de milliers de partisans de Trump - et Trump lui-même sont exclus de l'accès à twitter et Facebook et menacés de perdre leur travail ? Le propre de la démarche idéologique est l'inversion accusatoire. Les idéologues accusent toujours leurs ennemis de leurs propres turpitudes. Bien que Trump n'ait menacé, à la différence de ses adversaires ni la démocratie^[7], ni les libertés, ni la paix, sa défaite est saluée par la pensée dominante des deux côtés de l'Atlantique, comme le « retour de la démocratie ».

La même inversion accusatoire est appliquée aux questions internationales. Trump menaçait la paix du monde et, contre l'évidence, les démocrates étaient le camp de la paix. Quand l'ancien président clamait sa volonté de « make America great again », les esprits superficiels y ont vu une déclaration de guerre ; en fait il s'agissait pour lui de se concentrer sur les affaires américaines. Sa volonté de défendre sans merci les intérêts commerciaux de son pays ont été perçus comme une attitude belliciste alors que défendre ses intérêts est la posture naturelle de tout Etat. Le danger commence quand cet Etat veut imposer ses valeurs au reste de l'univers, comme le voulait autrefois l'Union soviétique. Comme toutes les idéologies sont universalistes, elles portent avec elles la propension à se mêler indûment des affaires des autres ; l'idéologie est le vrai danger pour la paix car les intérêts sont limités et négociables alors que les principes abstraits ne le sont pas. Dans la campagne de 2016, Donald Trump dit à Hillary Clinton : « vous voulez devenir le président du monde ; je veux seulement devenir le président des Etats-Unis. » Quand Biden dit « America is back » c'est dans cette perspective mondialiste qu'il se situe. Paradoxe méconnu : dans le monde actuel, c'est l'égoïsme qui préserve la paix, c'est le supposé idéalisme qui est une menace de guerre – comme d'ailleurs l'avait montré la présidence Obama.

Incompréhension

L'idéalisme idéologique qui est celui du camp démocrate ne menace pas seulement la paix parce qu'il veut imposer aux autres ses valeurs, mais aussi parce qu'il rend autiste par rapport à la manière de fonctionner de ses adversaires. Poutine mène une politique ultra-classique : pour une Russie prospère à l'intérieur et respectée à l'extérieur et d'abord dans son environnement immédiat. Comment un esprit aussi aigu que Zbigniew Brzezinski a-t-il pu dire qu'elle dit qu'elle était imprévisible^[8] ? H. Clinton et V. Nuland le considèrent, de bonne foi, comme un nouvel Hitler, ce qui est absurde. Parce qu'il ne veut pas que Sébastopol devienne une base de l'OTAN, on croit qu'il veut partir à la conquête l'univers. Ce ne sont pas les troupes russes qui se trouvent au Mexique, mais au contraire les troupes américaines qui sont dans les pays baltes, pas Poutine qui déstabilise le Canada, mais Obama qui a déstabilisé l'Ukraine. Il n'empêche : dans le discours officiel américain, c'est l'agressivité de la Russie qui menace la paix.

On a assez dit que les Etats-Unis dominent le monde mais ont du mal à le comprendre. Cela s'applique d'abord à la politique idéologique du parti démocrate mais aussi aux tendances permanentes de l'Etat profond, celles qui ont entravé Trump pendant cinq ans et l'ont finalement rejeté parce qu'il ne partageait pas leur posture idéologique. En 2007, l'Etat profond a fait élire un métis, Obama, pour donner au reste du monde le sentiment qu'il était proche de lui. Mais la manœuvre a échoué car le problème n'était pas racial mais idéologique. Jamais autant que sous Obama et surtout sa secrétaire d'Etat Hillary Clinton, le fossé intellectuel entre Washington et le reste du monde (spécialement ce qu'on appelait le Tiers monde) n'a été aussi profond. Obama a reçu le prix Nobel de la paix pour ce qu'il était, un président de couleur, sûrement pas pour ce qu'il allait faire : quatre guerres. Mais les idéologues ne comprennent jamais : après Barack Obama, si Biden venait à s'affaiblir, Kamala Harris, métisse également, a été prévue pour le remplacer : pour se rapprocher encore du Tiers monde ? Mais ce sera l'inverse : dans la mesure où Harris semble une idéologue particulièrement virulente, le monde comprendra encore moins les Etats-Unis. Comment ne pas être inquiet de voir les équipes Clinton-Obama revenir au pouvoir, plus sûres que jamais de leur bon droit ?

L'incompréhension pour d'autres logiques que la lutte du bien contre le mal pourrait s'appliquer aux Etats-Unis eux-mêmes : à deux reprises, la société américaine (en tous cas son oligarchie) a fait une réaction de rejet à l'égard de présidents qui, chacun à sa manière, étaient adeptes de la *realpolitik*, Nixon en 1974 et Trump en 2000 ?

On aurait pu croire qu'après l'échec de 2016, après avoir fermé ce qu'ils tiennent pour la parenthèse Trump, les démocrates seraient revenus au pouvoir assagis. Il semble qu'il n'en soit rien. Malgré son allure de

patricien classique, sorti d'un film des années cinquante, Biden a, sur les réalités internationales le même regard que les idéologues démocrates. Dès avant l'élection, il a tenu les propos traditionnels sur la nécessité des Etats-Unis de faire prévaloir leurs valeurs à travers le monde.

Retour de la tension à l'Est

Vis-à-vis de la Russie, il ne cesse de clamer que désormais les Etats-Unis ne feront preuve d'aucune faiblesse - on se demande de quelle faiblesse avait fait preuve Trump ! - qu'ils allaient prendre une attitude offensive au sujet des droits de l'homme – pour enseigner à Poutine à ne pas tricher aux élections ? Une nouvelle fois Poutine a été mis en accusation à la suite d'un empoisonnement manqué : après l'empoisonnement présumé du président ukrainien Viktor Iouchtchenko « (2004) et de l'espion Sergueï Skripal (2018), les services secrets russes manquent d'empoisonner l'opposant Alexeï Navalny, avec un produit de signature russe (2000) : ils sont décidément devenus bien maladroits ! Trump en avait peu parlé ; à peine revenue au pouvoir les démocrates ont sauté sur l'occasion pour montrer les dents. La propagande démocrate met sur le même plan la Chine : parti unique, 10 000 exécutions publiques par an et la Russie de Poutine : pas d'exécutions, une presse au moins aussi pluraliste que l'américaine, pluripartisme tout aussi officiel que dans les pays occidentaux.

Le nouveau secrétaire d'Etat Antony Blinken dit : « Nous allons travailler pour faire rendre des comptes à la Russie pour ses actes antagonistes et ses violations des droits de l'homme. » Ces propos sont beaucoup plus en phase que ceux de l'équipe Trump avec l'état d'esprit de militaires comme Mark Milley^[9], l'actuel chef d'Etat major des armées qui déclarait en 2016 : « Je mets en garde les ennemis de l'Amérique. Nous détruirons n'importe quel ennemi, n'importe où n'importe quand. » Quels ennemis ? Qui veut envahir le Texas ?

...et au Proche-Orient

Au Proche-Orient, Biden a déjà renforcé la présence militaire américaine que Trump avait allégée. Les démocrates pourraient bien reprendre la guerre en Syrie pour venir enfin bout du gouvernement Assad. La reprise de l'aide aux mouvements djihadistes est annoncée. Après deux ans calmes, ils ont repris les bombardements le 21 février.

Officiellement, Biden voudrait réactiver le traité de Vienne passé avec Téhéran en 2015, abrogé par Trump. Mais il y pose de conditions que l'Iran ne saurait accepter, comme la renonciation à ses fusées de moyenne portée. Trump avait su donner des satisfactions hautement symboliques à Israël : transfert de l'ambassade à Jérusalem-Est, reconnaissance de l'annexion du Golan mais s'était gardé de faire la guerre à l'Iran souhaitée par Netanyahu. Biden saura-t-il, lui, résister aux pressions de Netanyahu ?

L'adoucissement du positionnement de Washington à l'égard du Yémen semble de bon augure : retrait des rebelles houthis de la liste des mouvements terroristes, cessation de livraisons d'armes à l'Arabie destinées à les combattre. Ils s'inscrivent toutefois dans le cadre de la déstabilisation du prince héritier Ben Salman, accusé d'avoir commandité le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi à Istanbul en 2018, et, par-delà, de la monarchie saoudienne (et donc de celles du golfe). Quelle hypocrisie quand on sait qu'Obama a fait assassiner sans jugement des centaines de personnes à travers le monde ! Un projet de loi vient même d'être déposé à la Chambre des représentants pour étendre cette pratique au territoire des Etats-Unis, en cas de

« terrorisme » (mais les mêmes accusent Trump et ses partisans d'être des terroristes !). Quoiqu' on pense du dit prince héritier, la diplomatie est affaire de prudence et non de parti pris idéologique. L'expérience des printemps arabes a montré comment un projet de démocratisation avait plongé plusieurs pays dans le chaos et le suffrage universel conduit au retour des islamistes. On peut craindre que cette folie, typique du parti de Biden, de démocratiser à tout va ne conduise à de nouveaux troubles qui toucheraient pour le coup une des zones les plus stratégiques du monde, la péninsule arabique. Pour autant les Etats-Unis ne lèvent pas les sanctions imposées au Yémen qui, par la famine ou la maladie, tuent beaucoup plus que les armes.

Le regain d'activisme diplomatique et militaire des Etats-Unis que promet le mandat de Biden concerne aussi ses alliés. Si la tension s'accroît avec le Russie, comme Washington l'a annoncé, on leur imposera de serrer les rangs. C'est déjà fait. De plus en plus de stratèges américains envisagent une guerre nucléaire en Europe à coup de bombes de petite dimension. La doctrine américaine prévoit la possibilité de répondre par des ripostes nucléaires à une attaque classique, dont on prête à Poutine l'intention. C'est dans cette perspective que plusieurs alliés des Américains, dont le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Belgique, sont, selon Lavrov, entraînés à utiliser des bombes nucléaires tactiques installées sur leur sol. Une gigantesque manœuvre devant avoir lieu en Europe centrale ces prochaines semaines, les Américains sont en train de débarquer des tonnes de matériel de guerre à Dunkerque, Calais et La Rochelle. Une implication qui est une première pour la France et n'inaugurerait rien de bon en cas de conflit. « L'Europe, dont la stratégie dans l'OTAN est celle de l'Amérique serait automatiquement impliquée dans la lutte, alors même qu'elle ne l'aurait pas voulu » disait le général de Gaulle[10] : nous y sommes.

Les Russes ne devraient-ils pas être les premiers inquiets d'une telle évolution ? Peut-être, mais pas autant qu'on croit. Selon certains contacts, ils sont aujourd'hui si assurés de leur avance technique en matière d'armements, spécialement défensifs (brouillages, missiles ultra-rapides etc.) qu'ils ne craignent pas la guerre. En cause, non le manque de crédits du Pentagone mais la dégradation des systèmes d'enseignement qui font que les Occidentaux n'ont plus assez d'ingénieurs qualifiés pour suivre la course aux armements. Une nouvelle qui devait nous alarmer mais qui, compte tenu du vent de folie qui souffle aujourd'hui à Washington, serait presque rassurante.

Roland HUREAUX

[1] Bush père : Koweït (avec toutefois l'aval de l'ONU) ; Clinton : Kosovo mais une large responsabilité dans le Rwanda et les sanctions meurtrières contre l'Irak ; Bush fils : Afghanistan, Irak ; Obama, comme rappelé plus loin : Libye, Syrie, Ukraine, Yémen.

[2] Auteur de *La puissance et la faiblesse*, Pluriel, 2003, qui met en contraste la puissance « marsienne » des Etats-Unis, et la faiblesse « vénusienne » des Européens, sortis de l'histoire à force d'humanitarisme.

[3] Selon les observateurs de l'OCDE.

[4] C'est entre autres la thèse d'Emmanuel Todd

[5] <https://blogs.mediapart.fr/erasmus/blog/171020/joe-biden-le-candidat-du-complexe-militaro-financier-0>

[6] Zbigniew Brzezinski, *Le grand échiquier*, 1997, Bayard, pages 103-104.

[7] Est-il nécessaire de rappeler que les dérapages du 6 janvier n'étaient absolument pas une tentative de coup d'Etat.

[8] *Commentaire*, n°156, hiver 2016.

[\[9\]](#) Pourtant nommé par Trump à son poste actuel. En 2016, il était chef d'état-major de l'armée de terre.

[\[10\]](#) Conférence de presse du 21 février 1966.